Communiqué de presse

Mercredi 15 avril 2009 a eu lieu, à l'appel de la CGT, un rassemblement à la place Saint-Michel, à Paris, pour l'anniversaire du lancement des grèves des travailleurs sans-papiers, le 15 avril 2008.

À peu près 600 personnes étaient présentes, dont environ 200 de la coordination des sans-papiers 75, celle-ci ayant été invitée par le secrétaire de l'UD-CGT de Paris.

Francine Blanche, secrétaire confédérale CGT, a ouvert les interventions. Elle a fait l'apologie des luttes des travailleurs sans-papiers. Mais quand Sissoko, le coordinateur de la CSP 75, a demandé la parole, elle la lui a personnellement refusée.

Par la suite, la CSP 75 a plus d'une fois demandé la parole, mais elle a à chaque fois essuyé des refus. Pendant ce temps, plusieurs de ses soutiens ont été apostrophés par des cégétistes avec des mots tels que : « Pauv' cons ! », « Saloperies ! », « Vous continuez à soutenir ces gens-là ! » [les travailleurs sans-papiers isolés qui occupent la Bourse du travail] « Ces gens-là qui ne comprennent rien ! »

Raymond Chauveau a pris aussi la parole. Son discours a vite tourné en une attaque en règle, très virulente, contre l'occupation de la Bourse du travail. « Il faut que ça finisse ! », et il est allé jusqu'à alerter les autres travailleurs sans-papiers présents (pour la plupart des intérimaires) contre la CSP 75, criant que celle-ci serait un danger pour les autres sans-papiers et pour tous les travailleurs.

S'ils étaient de bonne foi, il suffirait à ces deux syndicalistes de prendre connaissance du nombre de licenciements (largement supérieur à celui des régularisations) que la « régularisation par le travail » a jusque-là occasionnés, pour se rendre compte de toute leur erreur. S'ils étaient de bonne foi, réfléchir à ce nombre leur éviterait de se lancer dans des cris de victoire ou dans des invectives, aussi déplacés les uns que les autres.

La CSP 75 interroge donc directement, sur ces faits, Bernard Thibault, secrétaire général, et l'ensemble des inscrits de la CGT.

Est-il normal que deux responsables CGT s'approprient de la parole pendant une manifestation publique consacrée aux travailleurs sans-papiers ? Est-il normal qu'ils cherchent à semer la division parmi ceux-ci ? Est-il normal qu'ils nous refusent la parole, à nous les sans-papiers intéressés et qui avons aussi nos cartes CGT ? Est-il normal qu'ils nous privent de ce droit démocratique élémentaire, alors même que nous étions invités (évidemment dans le seul but de faire nombre), et qu'enfin nous soyons verbalement agressés, menacés, et nos soutiens insultés ?

Paris, 18 avril 2009

CSP 75